

INDE: POURQUOI UNE CLASSE MOYENNE PEINE-T-ELLE À ÉMERGER MALGRÉ LA CROISSANCE RECORD ?

Grâce à une croissance économique forte, la part de l'Inde dans le PIB mondial a été multipliée par 1,8 en vingt ans jusqu'à atteindre 8,2% en 2025. Mais cette performance masque une réelle difficulté : l'Inde ne parvient pas à faire émerger une large classe moyenne consommatrice. En cause : la concentration de l'emploi dans des secteurs à faible valeur ajoutée et largement informels. Les rares secteurs manufacturiers à forte valeur ajoutée et à fort potentiel d'emplois — équipements électriques, électronique, automobile, chimie, pharmacie — restent bridés par un environnement des affaires défavorable, et le déficit de compétences freine leur montée en gamme. Par ailleurs, les emplois de services les plus rémunérateurs, notamment dans l'informatique, sont menacés par l'intelligence artificielle.

L'INDE PEINE À FAIRE ÉMERGER UNE CLASSE MOYENNE

L'Inde affiche l'un des taux de croissance les plus élevés parmi les grandes économies mondiales (+7,3% par an sur la dernière décennie hors pandémie), mais sa classe moyenne consommatrice reste étonnamment réduite. En dollars courants, la consommation totale en Inde semble très élevée (USD 2 241 milliards en 2025) mais ce chiffre reflète surtout le poids démographique du pays. À titre de comparaison, elle est 3,5 fois inférieure à celle de la Chine et la consommation par tête à parité de pouvoir d'achat (PPA) est 1,3 fois inférieure à celle de l'Indonésie, des Philippines et du Vietnam.

Selon nos estimations¹, la classe moyenne ne représente que 1,6% de la population indienne, soit à peine 24 millions de personnes. C'est moins qu'en Thaïlande et au Vietnam (plus de 30 millions chacun) et très loin de la Chine, dont la classe moyenne est estimée selon la même méthode à 490 millions de personnes, soit 35% de la population.

En outre, le clivage entre zones urbaines et rurales reste particulièrement marqué (les ménages urbains consomment en moyenne 1,6 fois plus que les ruraux), tandis que plus de 60% de la population indienne consomme moins que la moyenne nationale. Seuls les déciles urbains supérieurs (5% de la population totale) disposent d'une véritable capacité d'achats discrétionnaires. Même si la structure de la consommation a évolué en une décennie – recul de la part de l'alimentaire (-4,3 points, à 34,8% des dépenses) au profit des transports et des communications (+3,8 points, à 12,4%) – les achats de biens durables, qui représentent seulement 7% des dépenses des ménages urbains, demeurent marginaux. Par ailleurs, ils sont de plus en plus financés par le crédit à la consommation plutôt que par une progression des revenus.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL SOUFFRE DE FRAGILITÉS STRUCTURELLES

Cette faiblesse de la classe moyenne et de la consommation des ménages s'explique, notamment, par les fragilités structurelles du marché de l'emploi.

Le taux d'emploi, à 52,7% en 2025 selon l'Organisation internationale du travail (OIT), reste très inférieur à celui de ses voisins asiatiques : 65,6% en Indonésie et 71,3% au Vietnam. Sur les dix dernières années, l'emploi a peu progressé (+2,4% par an en moyenne) alors que la croissance du PIB était proche de 6% par an. Les services (33,2% de l'emploi)

ont porté l'essentiel des créations (+3,2% par an), loin devant le secteur manufacturier (+1,4%) et l'agriculture (+0,1%) pourtant premier employeur du pays avec 41,5% des actifs. Cette dynamique ne permet pas d'absorber les 10 à 12 millions de nouveaux entrants sur le marché du travail chaque année.

En outre, le canal traditionnel de transfert de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie est aujourd'hui très limité. Sur la dernière décennie, l'emploi manufacturier n'a quasiment pas suivi la croissance : l'élasticité de l'emploi à la croissance n'a atteint que 0,1 pour ce secteur. Mais le contraste entre secteurs formel et informel est marqué : l'élasticité-emploi du secteur manufacturier formel a atteint 0,7 sur la même période. Ainsi, la contraction de l'emploi informel, qui représente 73,4% de l'emploi manufacturier total (pour seulement 38% de la valeur ajoutée du secteur), a effacé cette dynamique favorable. Par ailleurs, dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, comme le textile, l'habillement ou l'industrie du bois, la croissance de la valeur ajoutée résulte surtout de gains de productivité et non de créations d'emplois – ce qui prive le pays d'emplois peu qualifiés à grande échelle.

Plusieurs contraintes structurelles limitent les créations d'emplois dans le secteur manufacturier : un environnement des affaires peu favorable (notamment un accès difficile au foncier), le coût élevé du capital pour les PME, un manque de compétitivité à l'export pour les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre pénalisés par des conditions tarifaires moins favorables que dans le reste de l'Asie, et surtout la rigidité du marché du travail, qui freine l'expansion des entreprises et donc les créations d'emplois (65% des entreprises comptent moins de 50 salariés).

DES EMPLOIS EN NOMBRE ET EN QUALITÉ INSUFFISANTS

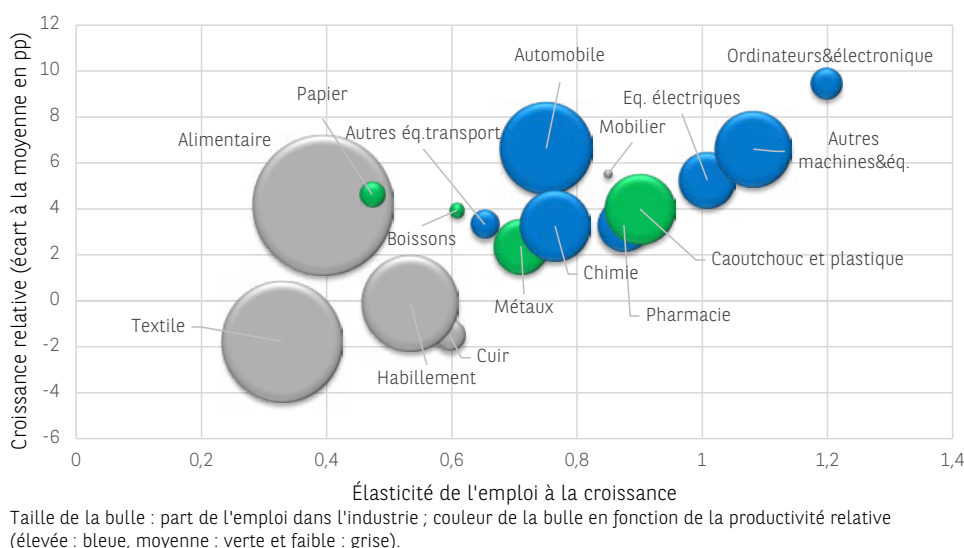
Le nombre d'emplois créés est non seulement insuffisant mais leur qualité l'est également, ce qui pèse lourdement sur la progression des revenus et le développement d'une classe moyenne importante.

Selon l'OIT, 87% de l'emploi total est informel et concentré dans des activités à faible valeur ajoutée et à faible niveau de qualification. Environ 20% de la population capte 79% des revenus du travail. Cette concentration reflète le faible niveau de compétences des emplois existants : 88,2% des travailleurs indiens occupent un emploi ne nécessitant aucune ou peu de compétences.

¹ Nous nous appuyons sur la méthodologie de López-Calva et Ortiz-Juárez (2014) qui définissent la classe moyenne comme les ménages dont la probabilité de retomber dans la pauvreté est inférieure à 4% sur quatre ans et dont le revenu quotidien est compris entre 17 et 98 dollars en parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2021. Faute d'enquêtes sur le revenu fiables en Inde, ces seuils sont appliqués aux données de dépenses de consommation de la Banque mondiale. Cette mesure du pouvoir d'achat réel tend à sous-estimer légèrement la classe moyenne au sens du revenu, l'épargne n'étant pas prise en compte, mais est utilisée par la Banque mondiale.



Les secteurs de la chimie, l'automobile, la pharmacie, l'électrique et l'électronique affichent le plus fort potentiel de création d'emplois



GRAPHIQUE

SOURCES : ANNUAL SURVEY OF INDUSTRIES, ESTIMATIONS BNP PARIBAS

Le problème n'est pas une pénurie de diplômés mais l'inadéquation de leur formation avec les besoins réels des entreprises. Cela se traduit par un déclassement progressif des travailleurs et un chômage des diplômés supérieur à celui des non-diplômés (13,5% contre 1,3% en 2025, selon l'OIT).

Ce déficit de compétences adaptées au marché du travail entrave l'emploi dans les rares secteurs manufacturiers à fort potentiel. L'électronique-informatique, l'électrique, l'automobile, la chimie et, dans une moindre mesure, la pharmacie, sont, d'après nos estimations économétriques, les secteurs qui cumulent croissance forte, élasticité de l'emploi importante et productivité élevée (cf. graphique). Ils constituent donc des viviers potentiels d'emplois de qualité. Mais ces secteurs restent largement sous-développés : ils ne représentaient en 2025 que 1,4% des emplois et 5,9% du PIB indien.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POURRAIT CONTRAINDRE LES CRÉATIONS D'EMPLOIS LES PLUS RÉMUNÉRATEURS DANS LES SERVICES

L'IA pourrait aussi ralentir les créations d'emplois les mieux rémunérés – ceux susceptibles d'élargir la classe moyenne consommatrice.

L'agriculture, la construction et le commerce-transport restent largement à l'abri d'une substitution directe des emplois par l'IA. L'ampleur macroéconomique du choc immédiat devrait donc être limitée. Mais ce sont les secteurs où les rémunérations sont les plus faibles. *A contrario*, l'informatique, la finance et l'assurance représentent moins de 3% de l'emploi au total mais emploient les travailleurs les plus qualifiés. Or, ce sont précisément les segments les plus menacés par l'automatisation.

Les données sectorielles ne montrent pas encore de contraction généralisée, mais un net ralentissement des créations d'emplois pour les fonctions routinières, confirmé par une étude de l'ICRIER (Indian Council for Research on International Economic Relations). De nouveaux métiers émergent mais leur nombre devrait rester limité, notamment parce que les compétences demandées sont plus élevées que ne le permet le vivier de diplômés actuel.

LES RÉFORMES VONT DANS LA BONNE DIRECTION MAIS SONT INSUFFISANTES

Depuis 2019, le gouvernement Modi a multiplié les mesures pour développer l'industrie, attirer les investissements directs étrangers et s'intégrer au commerce mondial (après des décennies de stratégie protectionniste).

Les dispositifs de subventions aux entreprises (**Production Linked Incentive**) ont permis de soutenir le développement des secteurs les plus porteurs (identifiés précédemment). De même, la mise en œuvre de la réforme du travail (entrée en vigueur fin 2025) pourrait faciliter l'expansion des entreprises et la création d'emplois formels. Mais son effet réel dépendra de son adoption par les États fédérés, qui conservent une large autonomie en matière de droit du travail, et de sa mise en œuvre effective sur le terrain. L'accord de libre-échange signé entre l'Inde et l'Union européenne fin janvier 2026 (qui devrait entrer en vigueur au mieux en 2027) devrait corriger le désavantage tarifaire dont souffrent les industries à forte intensité de main-d'œuvre. L'UE s'engage en effet à supprimer les droits de douane sur le textile et l'habillement indiens, qui sont aujourd'hui compris entre 4% et 12%.

Aucune de ces mesures ne suffira toutefois à créer des emplois de qualité si le système éducatif ne répond pas aux besoins des entreprises indiennes. L'Inde doit donc impérativement continuer d'améliorer son environnement des affaires et réformer son système éducatif pour favoriser les créations d'emploi dans des secteurs rémunérateurs et à forte valeur ajoutée. Sans mesures concrètes, la « fenêtre démographique », qui doit rester favorable encore 15 à 25 ans, pourrait se refermer sans que l'Inde ait pu bâtir une solide base industrielle et une large classe moyenne.

Johanna Melka

johanna.melka@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change